

SITUATION ALIMENTAIRE ET PERSPECTIVES DE RECOLTES EN AFRIQUE SUB-SAHARIENNE

No.2

août 1999



*Pays affectés par des situations d'urgence alimentaire exceptionnelles:
Angola, Burundi, Congo,Rép.dém., Congo, Rép., Erytrée, Ethiopie, Guinée-Bissau, Kenya, Libéria, Mauritanie,
Ouganda, Rwanda, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Tanzanie*



ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE

INTRODUCTION

Ce document est le second numéro d'une série de trois rapports annuels établis par le Système mondial d'information et d'alerte rapide (SMIAR) de la FAO sur la situation des approvisionnements alimentaires et des besoins d'importations céréalières et d'aide alimentaire de l'ensemble des pays d'Afrique subsaharienne. Il vise à fournir aux gouvernements, aux organisations internationales et aux autres agences responsables d'opérations de secours, les analyses et les informations les plus récentes sur la situation alimentaire de ces pays.

La première partie porte sur les difficultés alimentaires qui persistent dans de nombreux pays de la sous-région, notamment en Angola, en Somalie, en Ethiopie, en Sierra Leone et en République démocratique du Congo, où les troubles intérieurs et des conditions météorologiques défavorables ont aggravé les crises alimentaires. Il y est également question des premières perspectives favorables concernant les pays du Sahel, qui ont bénéficié jusqu'à présent de précipitations moyennes ou supérieures à la moyenne.

La deuxième partie présente une évaluation des perspectives de récolte et de la situation des approvisionnements alimentaires par sous-région et donne les dernières estimations des besoins d'importations céréalières et d'aide alimentaire des quatre sous-régions de l'Afrique subsaharienne.

La troisième partie présente, pays par pays, les analyses et les informations les plus récentes sur les perspectives de récolte et sur la situation des approvisionnements alimentaires. L'information sur les annonces d'aide alimentaire (opérations triangulaires et achats locaux compris), ainsi que sur les arrivages prévus, est fondée sur les données communiquées au SMIAR jusqu'à la mi-juillet 1999 par les donateurs suivants: Allemagne, Australie, Belgique, Canada, CE, Chine, Danemark, États-Unis, France, Italie, Japon, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suède, Suisse, ainsi que par le Programme alimentaire mondial. Pour les autres donateurs, les données sont fondées sur des rapports de terrain, provenant de sources diverses (voir tableaux 7 et 8).

Etant donné que la situation peut évoluer rapidement, les informations publiées dans ce rapport ne reflètent pas nécessairement les données les plus récentes. Par conséquent, toute demande de renseignement supplémentaire ou toute rectification seront adressées à M. Abdur Rashid, chef du Service mondial d'information et d'alerte rapide (ESCG), FAO, Rome (Télécopie: 39-06-5705-4495, Courrier électronique: Internet: GIEWS1@FAO.ORG).

Il est possible de trouver ce rapport sur Internet, en consultant le site de la FAO à l'adresse suivante: <http://www.fao.org.gIEWS/>

PAYS AFFECTÉS PAR DES SITUATIONS D'URGENCE ALIMENTAIRE EXCEPTIONNELLES

<u>Pays</u>	<u>Situations critiques</u>
Angola	Troubles intérieurs, déplacements de population
Burundi	Troubles intérieurs et insécurité
Congo, Rép. Dém.	Troubles intérieurs, personnes déplacées à l'intérieur du pays et réfugiés
Congo, Rép.	Troubles intérieurs
Erythrée	Déplacements de populations à l'intérieur du pays et rapatriés
Ethiopie	Sécheresse, grand nombre de personnes vulnérables, personnes déplacées à l'intérieur du pays
Guinée-Bissau	Troubles intérieurs, déplacements de population
Kenya	Conditions météorologiques défavorables par endroit
Libéria	Séquelles des troubles intérieurs passés, pénurie d'intrants agricoles
Mauritanie	Déficits localisés
Ouganda	Troubles intérieurs dans certaines parties du pays, sécheresse
Rwanda	Insécurité dans certaines parties du pays
Sierra Leone	Troubles intérieurs, déplacements de population
Somalie	Sécheresse, troubles intérieurs
Soudan	Troubles intérieurs dans le sud du pays
Tanzanie	Déficits vivriers dans plusieurs régions

FAITS SAILLANTS

La situation des approvisionnements alimentaires s'est dégradée dans plusieurs régions de l'Afrique de l'Est. En Somalie, les perspectives alimentaires pour 1999 et au-delà sont très sombres, en raison des effets conjugués du mauvais temps, d'une guerre civile qui s'éternise et des maladies et des ravageurs mal maîtrisés qui s'attaquent aux cultures. Les cultures céréalières de la campagne principale en cours n'ont donné que de très médiocres résultats (il s'agit là de la septième mauvaise récolte consécutive depuis 1996), en raison de précipitations irrégulières et insuffisantes, d'une invasion de chenilles légionnaires et de températures exceptionnellement élevées. Les activités économiques et commerciales ont été sérieusement réduites par la reprise des combats entre factions rivales, notamment dans le sud. Les mécanismes d'adaptation traditionnels étant devenus quasiment inopérants, un grand nombre de personnes ont dû partir à la recherche de nourriture et de meilleures conditions de sécurité. On estime à l'heure actuelle que plus d'un million de personnes souffrent de graves pénuries alimentaires, et que plus de 400 000 risquent de mourir d'inanition. En Ethiopie, les pénuries vivrières ont été aggravées par la médiocrité des récoltes de la campagne "Belg" de 1999, elle-même imputable à une insuffisance des précipitations. Selon les estimations officielles, cinq millions de personnes ont besoin d'une aide alimentaire d'urgence, parmi lesquelles deux millions d'individus qui subissent le contrecoup des mauvaises récoltes de la campagne "Belg" de 1999 dans la région d'Amhara, au nord-ouest, ainsi que 385 000 personnes déplacées par le conflit armé qui se poursuit avec l'Erythrée. Dans ce pays, malgré une moisson fructueuse en 1998, la situation alimentaire des personnes déplacées du fait de la guerre et de celles qui ont fui l'Ethiopie est extrêmement critique. Dans le sud du Soudan, la situation alimentaire reste difficile en raison du conflit civil qui perdure et malgré la présence de conditions de végétation favorables.

Ailleurs en Afrique de l'Est, la production agricole et le bétail ont souffert d'une période de sécheresse prolongée, notamment dans l'ouest de l'Ouganda. Un grand nombre d'agriculteurs, et notamment de producteurs de bétail, nécessitent une aide d'urgence. On signale que des milliers d'entre eux se soit dirigés vers le nord de la Tanzanie, à la recherche d'eau et de pâturages. Au Kenya, des précipitations irrégulières et inférieures à la moyenne durant l'actuelle "saison des longues pluies" ont nui à la production agricole et au bétail, en particulier dans les zones pastorales du nord et du nord-est. En Tanzanie, on signale dans plusieurs régions de très mauvaises récoltes, ce qui laisse envisager une augmentation sensible (et imprévue) des besoins d'importation.

En Afrique australe, les perspectives alimentaires sont très peu prometteuses en Angola, en raison d'une intensification du conflit depuis le mois de décembre de l'an dernier. Des déplacements de population à grande échelle ont été signalés dans les zones rurales où les familles d'agriculteurs abandonnent leurs fermes et leurs foyers pour se réfugier dans les villes tenues par les forces du gouvernement ou dans les pays voisins. Le pays a bénéficié de précipitations moyennes ou supérieures à la moyenne, et les réductions des semis n'ont pas, dans l'ensemble, été très importantes; malgré cela, des terres ayant été laissées à l'abandon, on s'attend à une réduction des rendements dans de nombreuses zones. Il faut fournir une aide alimentaire d'urgence à environ un million environ de personnes qui viennent d'être déplacées et dont la plupart se trouvent dans des villes ou des cités de province coupées du reste du pays, les routes ayant été fermées en raison de l'insécurité ambiante et de la présence de mines terrestres. L'acheminement des secours est donc problématique, et devra se faire en grande partie par de coûteux transports aériens. Dans les autres régions de l'Afrique australe, on prévoit une aggravation de la situation des approvisionnements alimentaires dans certains pays où la récolte céréalière de 1999 a été réduite. En Afrique du Sud, la production céréalière devrait être plus faible que celle de l'année dernière, qui était déjà inférieure à la moyenne, ce qui amenuise considérablement les excédents exportables du pays. Le Botswana, le Lesotho, la Namibie et le Zimbabwe ont une production céréalière inférieure à la moyenne pour la deuxième année consécutive.

Dans la région des Grands Lacs, une constante insécurité et des flambées de violence empêchent la relance de la production vivrière. En République démocratique du Congo, la situation des approvisionnements alimentaires reste précaire en raison d'une insécurité permanente et des déplacements de population. L'accord de cessez-le-feu signé le 10 juillet à Lusaka, en Zambie, permet cependant d'espérer une amélioration de la situation. On estime à 660 000 le nombre de personnes déplacées à l'intérieur du pays, essentiellement dans les provinces de Kivu et de Katanga. En République du Congo, la reprise des hostilités entre les forces du gouvernement et la milice Ninja a provoqué le déplacement d'un grand nombre de personnes a bouleversé les activités économiques, et a entraîné d'importantes répercussions sur la situation des approvisionnements alimentaires. Au Burundi et au Rwanda, des précipitations insuffisantes et des infestations de chenilles légionnaires dans certaines zones ont endommagé les cultures de la campagne B, qui viennent d'être moissonnées. L'insécurité qui sévit dans certaines parties du pays continue à perturber la production vivrière.

En Afrique de l'Ouest, les perspectives des récoltes sont généralement favorables, notamment dans le Sahel, où la situation des approvisionnements alimentaires devrait rester satisfaisante jusqu'à la prochaine récolte, sauf en Sierra Leone où des difficultés d'approvisionnement alimentaire persistent. L'application de l'accord de paix signé récemment devrait permettre une amélioration de la situation.

TABLE DES MATIERES

Page

Introduction	ii
Faits saillants	iii
Table des matières	v
Première partie – Vue d’ensemble	1
- L’Afrique de l’Est connaît de graves difficultés d’approvisionnement alimentaire	1
- La situation alimentaire de l’Angola est très peu encourageante, et on prévoit une aggravation des difficultés d’approvisionnement dans plusieurs régions d’Afrique australe	3
- Encadré - Situation des cultures et des approvisionnements alimentaires en Angola	3
- La production vivrière reste fortement compromise en République démocratique du Congo, et la reprise reste fragile dans la région des Grands Lacs	5
- Les premières perspectives sont favorables en Afrique de l’Ouest, mais la situation alimentaire reste précaire en Sierra Leone	6
- Domaines d’intervention prioritaires	7
Deuxième partie – Situation par sous-région	8
Tableau 1 - Importations céréalières et besoins d’aide alimentaire en Afrique sub-saharienne pour les pays dont la campagne commerciale 1999/2000 a déjà commencé	11
Tableau 2 - Importations céréalières et besoins d’aide alimentaire en Afrique sub-saharienne en 1998/99 ou 1999	12
Tableau 3 - Utilisation des excédents céréaliers en Afrique sub-saharienne en 1998/99 ou 1999	13
Tableau 4 - Opérations triangulaires au bénéfice de l’Afrique sub-saharienne en 1998/99 ou 1999	14
Tableau 5 - Achats locaux en Afrique sub-saharienne en 1998/99 ou 1999	14
Tableau 6 - Excédents céréaliers exportables et besoins d’achats locaux en Afrique sub-saharienne – Situation actuelle	15
Tableau 7 - Contributions d’aide alimentaire en céréales et opérations triangulaires et achats locaux au bénéfice de l’Afrique sub-saharienne pour 1998/99 ou 1999. Situation à la mi-juillet 1999	16
Tableau 8 - Contributions d’aide alimentaire pour l’Afrique sub-saharienne en 1998/99 ou 1999 par donateur et bénéficiaire	17
Terminologie	19

PREMIERE PARTIE: VUE D'ENSEMBLE

Une forte sécheresse, des troubles intérieurs persistants, l'insécurité et des infestations de ravageurs ont gravement porté atteinte à la production vivrière dans plusieurs parties de l'Afrique sub-saharienne. En Afrique de l'Est, les mauvais résultats de la campagne principale ("Gu") et la recrudescence des affrontements entre factions rivales ont engendré en Somalie une situation alimentaire inquiétante. De même, les mauvais résultats de la campagne "Belg" en Éthiopie ont augmenté considérablement le nombre de personnes ayant besoin d'une aide alimentaire. En Afrique australe, les perspectives alimentaires en Angola sont alarmantes, du fait de l'intensification du conflit civil qui déchire le pays. Dans la région des Grands Lacs, les troubles intérieurs, particulièrement en République démocratique du Congo et en République du Congo, continuent de provoquer le déplacement d'un très grand nombre de personnes et de nuire gravement aux activités agricoles.

L'AFRIQUE DE L'EST CONNAÎT DE GRAVES DIFFICULTES D'APPROVISIONNEMENT ALIMENTAIRE

La **Somalie** connaît une grave crise alimentaire. Les effets conjugués du mauvais temps, d'un conflit civil interminable et des fléaux mal maîtrisés que sont les maladies et les ravageurs ont précipité les conditions d'une famine généralisée dans le pays, surtout dans les régions méridionales. Des pluies irrégulières et insuffisantes, des invasions de chenilles légionnaires et des températures anormalement élevées sont en grande partie responsables des mauvais résultats de la campagne principale en cours ("Gu"). Cette situation alarmante a encore été aggravée par la recrudescence des combats entre factions rivales. La contre-performance des récoltes en cours vient s'ajouter à une série de six mauvaises moissons depuis 1996, conséquence des sécheresses et des inondations sans précédent du début de l'année 1998 imputables au phénomène El Niño.

Les perspectives alimentaires pour 1999 et au-delà sont extrêmement préoccupantes. Du fait de l'insuffisance des précipitations, les niveaux d'eau du fleuve Shabelle sont inférieurs à la normale, ce qui limite les possibilités d'irrigation. On signale des invasions de chenilles légionnaires dans le Bas et le Moyen Juba, le Bas Shebelle, ainsi que dans les régions de Bakool et de Hiran. La plupart des ménages ont pratiquement épuisé toute la gamme des possibilités que leur offrent les mécanismes traditionnels d'adaptation. Les activités économiques et commerciales ont été sérieusement réduites par les luttes entre factions rivales et par l'insécurité, qui ont condamné un nombre important de personnes à partir à la recherche de vivres et de sécurité. Les prix des céréales sont en hausse, ceux du bétail continuent de baisser. On estime qu'un million de personnes environ sont menacées par de graves pénuries alimentaires et que plus de 400 000 risquent la famine.

Selon les estimations de la FAO, la totalité des besoins d'aide alimentaire s'élève à 125 000 tonnes pour la campagne de commercialisation 1998/99 (août/juillet) dont 52 000 tonnes d'aide alimentaire d'urgence. A la mi-juillet, un quart seulement de celle-ci était déjà acheminé. Compte tenu de la médiocrité des résultats de la principale campagne, il faudra toutefois continuer à assurer une aide alimentaire jusqu'à une période avancée de l'an 2000. Il sera également nécessaire de fournir à la plupart des ménages les semences et autres intrants agricoles nécessaires aux semis qui auront lieu pendant la prochaine période de végétation.

En **Éthiopie**, les récoltes de la campagne "Belg", qui se déroulent normalement à partir du mois de juin, ont été en général infructueuses en raison de l'insuffisance des précipitations. Cette situation a augmenté l'ampleur des pénuries alimentaires dans le pays, qu'il s'agisse du nombre de personnes touchées ou de régions concernées. Le nord-ouest de la région d'Amhara est la zone la plus touchée, avec deux millions de personnes exposées à de graves pénuries alimentaires. Le gouvernement a récemment lancé un appel pour la fourniture de 425 000 tonnes d'aide alimentaire en faveur de quelque 5,3 millions de personnes vulnérables, notamment celles qui subissent les effets de la contre-performance de la campagne Belg ainsi que les 385 000 individus déplacés à l'intérieur du pays par le conflit qui se poursuit avec l'Érythrée. Malgré les pluies qui sont tombées ces derniers mois, les zones pastorales, dans le sud et l'est du pays, subissent encore les séquelles de plusieurs années consécutives de sécheresse et de pénuries d'eau. Le 31 mai 1999, la FAO et le PAM ont approuvé une opération d'urgence visant à fournir une aide alimentaire à 1,2 million de personnes pour un montant de 40,5 millions de dollars E.-U..

Les premières perspectives des récoltes de la campagne "Meher" de 1999 sont incertaines, malgré des précipitations favorables aux mois de juin et juillet. En raison de l'insuffisance des pluies en avril et en mai, il a fallu différer la préparation des terres et les semis des cultures à cycle long dans certaines parties du

pays. De plus, 350 000 hectares ont déjà été traités contre les infestations de chenilles légionnaires, mais on ignore encore l'étendue des dégâts subis par les cultures.

En **Tanzanie**, les rapports officiels récents signalent dans plusieurs régions d'importantes pertes de récolte localisées, notamment dans la région de Shinyanga, où la production des cultures commerciales et vivrières devrait chuter jusqu'à 40 pour cent par rapport au niveau de l'année dernière. Selon les premières estimations, l'ensemble de la production céréalière (maïs, riz, blé, sorgho et millet) de 1999 s'élève à 3,76 millions de tonnes, soit un recul de neuf pour cent par rapport à la production de l'an dernier, qui s'explique par l'irrégularité des précipitations, l'usage limité des semences et des engrais améliorés ainsi que par une invasion de chenilles légionnaires. Les perspectives pour les cultures non céréalières (légumineuses, pommes de terre, manioc et plantains) sont toutefois satisfaisantes.

L'arrivée de la saison sèche dans les zones centrale et septentrionale du pays entraîne une réduction des pâturages et des réserves d'eau et crée donc des conditions défavorables pour les éleveurs. Dans les régions de Dodoma et de Singida, où de nombreux ménages reçoivent une aide alimentaire depuis octobre 1998, la dernière récolte a amélioré la situation des approvisionnements alimentaires. Sur le plan national, les prix du maïs ont baissé depuis le mois d'avril, après la récolte et l'arrivée de céréales d'importation, mais restent beaucoup plus élevés que l'année dernière à la même époque. Le gouvernement constitue des stocks et a prévu d'importer 175 000 tonnes, dont 50 000 tonnes sont déjà parvenues dans le pays.

En **Erythrée**, malgré la bonne récolte de 1998, la situation alimentaire est très critique pour les personnes déplacées en provenance des zones touchées par le conflit avec le pays voisin, l'Éthiopie. Les agriculteurs qui ont dû quitter les zones frontalières de Gash-Barka et Debub ne pourront rien cultiver pendant la campagne actuelle, ce qui va accentuer le problème des approvisionnements alimentaires. Une opération d'urgence approuvée conjointement par la FAO et le PAM en avril 1999 prévoit sur une période de neuf mois la fourniture d'une aide alimentaire à 268 000 personnes très éprouvées par la guerre, dont 21 500 personnes déportées en provenance d'Éthiopie.

Les semis des cultures de 1999 sont en cours. Les premières perspectives sont incertaines, les précipitations ayant été un peu partout inférieures à la moyenne pendant le mois de juin, irrégulières et insuffisantes durant la première campagne entre mars et mai. Des invasions de chenilles légionnaires ont été signalées dans certaines parties du pays à la fin du mois de juin. La région la plus touchée dans ce domaine est la province d'Anseba. Des mesures de lutte ont été prises mais on prévoit une extension du fléau.

Au **Kenya**, les cultures de maïs de la campagne principale de 1999 ont souffert de précipitations irrégulières, d'un approvisionnement insuffisant en intrants agricoles et d'invasions localisées de chenilles. Selon les premières estimations officielles, la production de maïs devrait atteindre 1,95 millions de tonnes, contre les 2,44 millions de tonnes de l'année dernière et par rapport à une moyenne de 2,5 millions de tonnes au cours des cinq dernières années. On signale d'importantes chutes de la production dans les provinces de l'Est, du Centre et de la vallée du Rift.

La situation des approvisionnements alimentaires est critique dans les zones de pâture du nord et du nord-est. Les précipitations ont été irrégulières et insuffisantes pendant la campagne actuelle, créant une situation néfaste pour les pâturages et l'approvisionnement en eau jusqu'à l'arrivée en octobre de la prochaine saison des pluies. D'importantes pénuries alimentaires ont également été signalées dans certaines parties des provinces du Centre et de l'Est. Le gouvernement a distribué environ 4 000 tonnes de vivres aux ménages vulnérables dans la province de l'est et les zones de pâture. L'épuisement des stocks alimentaires devant vraisemblablement empirer la situation au cours des prochains mois, il faudra continuer à fournir une aide alimentaire aux personnes en difficulté.

Dans le sud du **Soudan**, la recrudescence des conflits intérieurs, en particulier dans la région de Bahr El Ghazal, et le récent afflux de rapatriés qui a eu lieu pendant la période de soudure ont aggravé la situation déjà précaire des approvisionnements alimentaires. Les conditions de végétation sont cependant favorables pour l'instant, grâce aux abondantes précipitations dont a bénéficié la région en mai et en juin. Les conditions sont satisfaisantes pour les pâturages dans la plupart des régions, surtout dans l'Etat du Haut Nil, où des inondations se sont produites l'an dernier.

Dans les autres parties du Soudan, les semis des cultures de la campagne principale de 1999 sont bien avancés, et les premières estimations sont devenues plus optimistes en raison des pluies propices tombées au mois de juillet.

En **Ouganda**, on signale des pénuries alimentaires dans les régions occidentales du pays, conséquence d'une sécheresse prolongée qui a touché la production agricole et nuï au bétail. Plus d'un demi-million d'agriculteurs ont besoin d'une aide d'urgence, et on signale que des milliers d'autres se dirigent vers le nord de la Tanzanie pour y trouver de l'eau et des pâturages. Les comtés les plus touchés sont ceux de Nyabushozi, de Kashari et d'Ibanda dans le district de Mbarara, celui de Ruhinda dans le district de Bushenyi et celui de Ruhaama dans le district de Ntungamo. Des difficultés d'approvisionnement alimentaire persistent dans le nord et dans l'ouest, régions où l'insurrection ne cesse de provoquer de vastes déplacements de population.

Dans les autres zones, les perspectives des récoltes de la campagne principale sont dans l'ensemble favorables. Dans le bassin du Lac Victoria et dans la région de l'est, on s'attend à une récolte normale, malgré le temps sec qui a régné à la fin du mois de mai et en juin. Dans le nord, où la saison des pluies se prolonge jusque dans le courant du mois de novembre, les cultures bénéficient de conditions normales. La production agricole devrait s'accroître à Kitgum et à Gulu grâce à d'abondantes précipitations, à la disponibilité des intrants, ainsi qu'à un renforcement de la sécurité qui a permis d'utiliser plus de terres cultivables.

LA SITUATION ALIMENTAIRE DE L'ANGOLA EST TRÈS PRÉOCCUPANTE ET ON PRÉVOIT DES DIFFICULTÉS D'APPROVISIONNEMENT DANS PLUSIEURS RÉGIONS DE L'AFRIQUE AUSTRALE

Malgré les conditions climatiques favorables dont a bénéficié la principale période de végétation de 1999, l'Angola connaît de sérieuses difficultés alimentaires en raison d'une aggravation du conflit civil depuis le mois de décembre 1998. La reprise des hostilités a provoqué le déplacement d'un million de personnes, auxquelles il faut fournir une aide alimentaire dans les plus brefs délais. Les constants mouvements de population ayant nuï au déroulement normal des activités agricoles, les récoltes ont été faibles même pour les agriculteurs bien établis. La situation alimentaire suscite une vive inquiétude dans les villes et municipalités de province qui accueillent un très grand nombre de personnes déplacées mais sont pratiquement coupées du reste du monde suite à la fermeture de la plupart des axes routiers. Les prix des vivres sont en hausse dans ces zones urbaines, et la situation risque d'empirer dans les mois à venir. Dans bien des villes, les transports aériens, coûteux, sont le seul moyen pour acheminer l'aide alimentaire d'urgence.

Le 14 juin 1999, le Directeur général de la FAO et le Directeur exécutif du PAM ont approuvé une opération de secours d'urgence visant à distribuer 180 000 tonnes de vivres à 798 000 personnes, pour un montant de 38 millions de dollars E.-U..

SITUATION DES RÉCOLTES ET DES APPROVISIONNEMENTS ALIMENTAIRES EN ANGOLA

Une récente mission FAO/PAM d'évaluation des récoltes et des approvisionnements alimentaires a constaté que la reprise des combats à la fin de 1998 avait donné lieu à d'importants déplacements de population dans les régions agricoles. Un million de personnes seraient concernées, ce qui porte à 1,7 million le nombre total de personnes déplacées, chiffre qui devrait encore augmenter. Cette situation a été préjudiciable à la situation vivrière malgré de très bonnes conditions de végétation.

Presque toutes les provinces ont été le théâtre d'hostilités, mais les plus touchées ont été celles du centre, qui est la principale région productrice de maïs. C'est en décembre que se sont produites les flambées de violence et qu'ont eu lieu la plupart de déplacements de population, à un moment où les opérations de semis étaient terminées ou déjà bien avancées. Bien que les réductions de semis n'aient pas été dans l'ensemble très importantes, on prévoyait une très nette réduction des rendements dans de nombreuses régions où les champs avaient été laissés à l'abandon. Même des agriculteurs bien établis ont eu des rendements plus faibles dans les zones les plus touchées par la violence des combats. Des mouvements incessants de population ont empêché le déroulement normal des activités agricoles, notamment dans les provinces de Bie, Huambo, Malange, dans l'est de Kuanza Sul, au nord-est de Moxico et au nord de Huila.

La mission prévoit une production céréalière de 533 000 tonnes pour 1998/99, résultat inférieur de 11 pour cent à celui de l'année dernière. La production de manioc, une denrée de base importante, devrait être légèrement inférieure à celle de l'année dernière, celle de haricots pourrait enregistrer une baisse de 21 pour cent.

La mission a estimé que les disponibilités intérieures de céréales, estimées à 562 000 tonnes, seraient nettement insuffisantes pour couvrir les besoins de consommation du pays pendant la campagne de commercialisation 1998/99 (avril-mai). Les besoins d'importation céréalière sont estimés à 505 000 tonnes, par rapport aux 420 000 tonnes qui ont effectivement été importées durant la précédente campagne de commercialisation. La mission a estimé que, sur l'ensemble prévu des importations, 325 000 tonnes seraient acheminées par les voies commerciales. Il reste donc un déficit de 180 000 tonnes qui devra être couvert par la fourniture d'aide alimentaire.

La recrudescence des conflits intérieurs a encore mis à rude épreuve un système de commercialisation déjà inefficace. L'acheminement des excédents vers les zones déficitaires, d'une province à l'autre ou à l'intérieur d'une même province, est à la fois onéreux et risqué, tout comme la livraison des autres produits de base des ménages. C'est ce qui explique les grandes variations entre les prix des denrées sur les différents marchés de province.

Lorsque la mission était sur place, elle a constaté que les prix du maïs pouvaient passer de 150 000 KZR/kg à Malange à 555 000 KZR/kg à Benguela. De même, les prix dans la province de Huambo étaient deux fois plus élevés que dans la province voisine de Huila. Les prix des denrées de base sont en hausse dans les zones urbaines en raison de l'isolement des villes à l'intérieur du pays. Au cours de l'année écoulée, l'évolution générale des prix sur les marchés de Huambo a montré que les prix des produits de base ont pu augmenter jusqu'au quintuple, ce qui dépasse nettement le taux d'inflation de l'année 1998. Du fait de cette hausse des prix, une forte partie de la population a de grandes difficultés à se procurer les denrées indispensables.

L'insécurité alimentaire touche plus particulièrement les personnes déplacées, mais la reprise des hostilités a compromis la sécurité alimentaire de la plus grande partie de la population. Selon les estimations effectuées par la mission, le nombre de personnes qui ont besoin d'aide a quasiment doublé par rapport aux prévisions de 1998. De plus, il faudra distribuer des terres cultivables aux personnes déplacées et leur fournir des intrants agricoles indispensables pour la prochaine campagne qui va commencer en octobre. L'acheminement de l'aide alimentaire ne peut se faire que par de coûteux transports aériens, l'accès par les voies terrestres étant rendu très difficile à cause du conflit. C'est pourquoi il est impératif de fournir dans les plus brefs délais le support logistique qui permettra de hâter la distribution de l'aide humanitaire.

Dans les autres parties de l'Afrique australe, on prévoit une aggravation de la situation des approvisionnements alimentaires dans plusieurs pays où les récoltes ont été réduites du fait de l'irrégularité des précipitations. La production de l'Afrique du Sud est inférieure à celle de l'an dernier, qui était déjà limitée. Au Botswana, au Lesotho, en Namibie et au Zimbabwe, la production céréalière devrait être inférieure à la moyenne pour la deuxième année consécutive. On prévoit cependant que les capacités d'importation de ces pays vont leur permettre de stabiliser leur situation alimentaire globale.

LA PRODUCTION VIVRIERE RESTE FORTEMENT COMPROMISE EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO, ET LA REPRISE RESTE FRAGILE DANS LA REGION DES GRANDS LACS

En **République démocratique du Congo**, on espérait que l'accord de cessez-le-feu signé le 10 juillet à Lusaka serait le gage d'une sécurité accrue. Mais les factions rebelles ayant refusé de signer cet accord, son application reste bien incertaine.

La poursuite ininterrompue des combats a provoqué d'importants déplacements de population dans diverses régions. On estime pour l'instant à 660 000 le nombre de personnes déplacées, et à 285 000 le nombre de réfugiés en provenance des pays voisins (Angola, Soudan, République du Congo, Rwanda et

Burundi). Dans la province de Katanga, au sud-est du pays, les opérations militaires ont contraint des milliers de personnes à quitter leur foyer pour trouver refuge à Lubumbashi, où ils peuvent compter sur une aide limitée.

Au nord et au sud de la province de Kivu, on signale que quelque 240 000 familles (soit 1,2 million de personnes) ont été touchées par les récents conflits intérieurs. Les attaques menées contre les villages ont considérablement augmenté le nombre de personnes qui se sont enfuies vers la Tanzanie. A Kivu, les cultures de la campagne B viennent d'être moissonnées et on prévoit une production nettement inférieure à la normale.

A Kinshasa, la situation des approvisionnements alimentaires reste difficile. Une étude nutritionnelle effectuée récemment montre que 10 pour cent de la population de Kinshasa souffrent d'une malnutrition aiguë, contre 6 pour cent en 1998. Suite à l'augmentation des prix du carburant, celui des denrées alimentaires de base a subi une forte hausse; qui plus est, l'insécurité et les problèmes économiques limitent l'acheminement de vivres vers la capitale.

En **République du Congo**, la reprise des combats entre les forces gouvernementales et la milice Ninja au milieu du mois de mai a provoqué de nouveaux déplacements de population à l'intérieur de Brazzaville. On estime qu'au moins 10 000 personnes ont été déplacées. La distribution des vivres et les systèmes de commercialisation ont été profondément désorganisés, et l'état de santé et le niveau nutritionnel des personnes déplacées sont considérés comme alarmants.

Au **Burundi**, les cultures de la campagne B, qui ont été moissonnées récemment, ont souffert d'une arrivée tardive et d'un arrêt prématuré des précipitations, conjugués à des invasions de chenilles légionnaires. Les cultures de légumineuses ont été les plus touchées, avec un recul estimé à 22 pour cent par rapport à l'année dernière. La production de céréales a baissé de 10 pour cent. La production des autres denrées de base - racines et tubercules, bananes et plantains - n'a que très légèrement diminué. L'ensemble de la production vivrière devrait enregistrer une baisse de 6 pour cent par rapport aux résultats de la campagne B de 1998.

La production réduite de céréales s'explique par une récolte inférieure à la moyenne pendant la première campagne, au début de l'année. Cette situation va rendre l'approvisionnement en céréales et en légumineuses difficile dans les prochains mois. On signale une hausse des prix déjà élevés des haricots sur les marchés de Bujumbura. L'embargo imposé au pays a pris fin en janvier cette année, mais cela n'a pas encore permis une relance des activités économiques. Au contraire, une nouvelle dévaluation de la monnaie nationale s'est traduite par une hausse du prix des importations, rendant l'acquisition des denrées alimentaires ou autres encore plus difficile pour une grande partie de la population.

Le niveau de sécurité a considérablement baissé au cours des derniers mois, comme en témoignent les agressions dont ont été victimes les membres d'organisations d'aide humanitaire qui travaillent dans le pays. Dès le début du mois de juillet, le PAM a donc décidé une suspension temporaire de la distribution d'aide alimentaire en dehors de la capitale. On estime que 543 000 personnes déplacées vivent encore dans des camps de regroupement.

Au **Rwanda**, les récoltes de la campagne B, qui viennent d'être engrangées, sont moins importantes que celles de la campagne de 1998, notamment en ce qui concerne les céréales et les haricots. En raison de l'arrivée tardive des pluies, il a fallu différer les semis; l'arrêt précoce des précipitations a par ailleurs entraîné une réduction des rendements, notamment pour les céréales qui poussent dans des régions situées à haute altitude. La production vivrière a également souffert dans certains endroits d'une pénurie d'intrants agricoles, essentiellement de semences. On ne dispose pas encore d'une estimation définitive de la production de cette campagne. Les prix des denrées alimentaires, en baisse au cours du premier semestre, viennent d'amorcer une hausse.

Dans les préfectures de Gisenyi et Ruhengeri, dans le nord-ouest du pays, ainsi que dans certaines parties de Kibuye et de Gitarama, des déplacements de population à grande échelle continuent de restreindre fortement la production vivrière, malgré l'amélioration des conditions de sécurité.

LES PREMIÈRES PERSPECTIVES SONT FAVORABLES EN AFRIQUE DE L'OUEST, MAIS LA SITUATION ALIMENTAIRE RESTE PRÉCAIRE EN SIERRA LEONE

Dans les **pays du Sahel**, la saison des pluies a généralement commencé au moment prévu, avec parfois même une certaine avance dans le sud du Sénégal; mais les précipitations, dans l'ensemble supérieures à la normale pendant la première quinzaine du mois de mai, ont considérablement diminué au cours des deux premières semaines du mois de juin, notamment au Burkina Faso et au Niger. Cette insuffisance a toutefois pu être compensée, dès la fin juin, par des précipitations étendues et supérieures à la normale, qui ont arrosé amplement la plupart des régions productrices du Sahel.

Les semis sont bien avancés. Au Burkina Faso et au Niger, il a fallu ajourner les semis à cause de la période sèche du mois de juin, et parfois procéder de nouveau à l'ensemencement dans certaines zones. La production pourrait s'en ressentir, si les précipitations ne se prolongent pas jusqu'à une période avancée de la campagne. En ce qui concerne les criquets pèlerins, la situation reste calme pour l'instant.

En **Sierra Leone**, la signature d'un accord de paix entre le gouvernement et les mouvements des rebelles devrait améliorer le niveau de sécurité et faciliter les opérations de secours ainsi que les activités de remise en état dans le pays. Compte tenu du fait que la campagne agricole est déjà bien avancée, l'accord de paix n'aura vraisemblablement que peu d'heureux effets sur le résultat des récoltes de 1999. Selon les indications actuelles, la production ne devrait pas être très différente de celle de l'année dernière, malgré les conditions climatiques favorables dont a bénéficié le pays jusqu'à présent.

La distribution de l'aide alimentaire est en cours, grâce à la réouverture des principaux axes routiers qui partent de Freetown, mais elle est insuffisante, eu égard au nombre important de personnes déplacées. On signale des pénuries alimentaires dans de nombreuses régions du pays, notamment dans le nord et dans l'est, et le prix des denrées alimentaires reste très élevé. Les missions humanitaires d'évaluation examinent pour l'instant l'état des besoins dans les régions qui étaient inaccessibles avant le cessez-le-feu. Même si les accords de paix sont pleinement respectés et appliqués, le pays restera pendant quelques années fortement tributaire de l'aide alimentaire.

En **Guinée Bissau**, la situation en matière de sécurité s'est grandement améliorée, et les activités agricoles ont pu reprendre, bénéficiant de conditions de végétation favorables. On s'attend cependant à des pénuries de semences dans certaines zones, en raison de la récolte inférieure à la moyenne de 1998.

Selon une mission d'évaluation organisée conjointement par le gouvernement et le CILSS à la fin avril, la production céréalière totale de 1998, inférieure à la moyenne, serait de 131 300 tonnes, dont 87 200 tonnes de riz et 44 100 tonnes de céréales secondaires. La Guinée Bissau importe normalement 40 pour cent des céréales nécessaires pour couvrir ses besoins de consommation. La quasi totalité de ces importations transite par le port maritime de Bissau. Les besoins d'importation céréalière pour la campagne de commercialisation 1998/99 (novembre/octobre) sont estimés à 87 000 tonnes, contre les 76 000 tonnes qui ont été importées en 1997/98.

Au **Libéria**, grâce à des conditions climatiques favorables et à une plus grande sécurité, les perspectives des récoltes sont meilleures que l'année dernière. Les activités de remise en état, la distribution d'intrants et l'aide alimentaire ont permis d'améliorer la situation des approvisionnements alimentaires. Le pays continue cependant à dépendre étroitement de l'aide alimentaire fournie par les organismes humanitaires.

DOMAINES D'INTERVENTION PRIORITAIRES

La situation peu encourageante des approvisionnements alimentaires suscite de graves inquiétudes en Somalie, où un million de personnes ont besoin d'une aide alimentaire d'urgence. En Ethiopie, le nombre d'individus menacés par de graves pénuries alimentaires a augmenté, suite aux mauvais résultats de la campagne Belg. La recrudescence du conflit civil en Angola a entraîné de vastes déplacements de population, qui ont profondément perturbé la production vivrière. En République démocratique du Congo, où la violence et l'insécurité sont permanentes, la situation des approvisionnements alimentaires reste précaire. En Sierra Leone, les difficultés d'approvisionnement alimentaire persistent, mais l'accord de paix signé récemment devrait permettre une amélioration de la situation.

Dans ce contexte, l'attention de la communauté internationale est appelée sur les quatre domaines suivants, où une intervention est requise:

Premièrement, il est urgent d'annoncer des opérations de secours supplémentaires en faveur de plusieurs pays de l'Afrique de l'Est qui ont été frappés par la sécheresse, notamment la Somalie et l'Éthiopie, où des millions de personnes sont menacées par de graves pénuries alimentaires.

Deuxièmement, il faut fournir une aide alimentaire à grande échelle aux nombreuses personnes qui ont été déplacées en Angola, et qui se trouvent actuellement assiégées dans des villes et des municipalités. Il importe notamment de fournir dans les plus brefs délais le support logistique qui permettra l'acheminement des vivres par voie aérienne.

Troisièmement, il convient de déployer un effort concerté pour faire respecter l'accord de cessez-le-feu signé le 10 juillet à Lusaka, en Zambie, afin de faciliter la fourniture de l'aide alimentaire aux populations en difficulté qui en ont désespérément besoin.

Quatrièmement, le soutien des donateurs est indispensable au relèvement du secteur agricole en Sierra Leone, au Libéria, au Rwanda et au Burundi.

DEUXIÈME PARTIE: SITUATION PAR SOUS-RÉGION

En Afrique australe, la moisson des céréales secondaires de 1998/99 est pratiquement terminée. En Afrique de l'Est, les cultures de la campagne principale sont récoltées en ce moment ou sont encore sur pied dans plusieurs pays. En Ethiopie, en Erythrée et au Soudan, les semis des cultures céréalières de la principale campagne ont commencé. Dans certaines zones des pays côtiers d'Afrique de l'Ouest, les cultures secondaires vont bientôt parvenir à maturité; dans d'autres endroits d'Afrique centrale, elles en sont au stade de la floraison ou de la formation du grain. Dans les pays sahéliens de l'Afrique de l'Ouest, on procède actuellement aux semis des cultures céréalières de la principale campagne.

Calendrier des cultures céréalières

Sous-région	Cultures céréalières	
	Semis	Récolte
Afrique de l'Est ^{1/}	mars-juin	août-déc.
Afrique australe	oct.-déc.	avril-juin
Afrique de l'Ouest		
- Zones côtières (première campagne)	mars-avril	juillet-sept.
- Zone sahélienne	juin-juillet	oct.-nov.
Afrique centrale ^{1/}	avril-juin	août-déc.

^{1/} exception faite du Burundi, du Rwanda et de la République démocratique du Congo, qui ont deux campagnes principales, et de la Tanzanie dont la campagne principale suit le calendrier des semis de l'Afrique australe. Au Soudan, c'est en juin - juillet que sont semées les céréales secondaires de base, et la récolte s'effectue en octobre - décembre.

En **Afrique de l'Est**, les perspectives des récoltes des cultures vivrières sont défavorables. En Somalie, la principale campagne en cours ("Gu") a donné dans l'ensemble de forts mauvais résultats qui sont dus à des précipitations irrégulières et insuffisantes, à des invasions de chenilles légionnaires et à des températures anormalement élevées. On estime qu'un million de personnes sont menacées par de graves pénuries alimentaires et que 400 000 risquent la famine. En Ethiopie, les récoltes de la campagne Belg de 1999, qui sont effectuées habituellement à partir du mois de juin, ont également été infructueuses, et les premières perspectives sont incertaines en ce qui concerne les cultures de la campagne Meher, en raison de l'insuffisance des précipitations jusqu'à ce jour. En Tanzanie, on signale par endroit de très mauvaises récoltes dans plusieurs régions, notamment dans celle de Shinyanga, où la production vivrière et commerciale devrait enregistrer une baisse allant jusqu'à 40 pour cent. L'ensemble de la production céréalière de 1999 est estimé à 3,76 millions de tonnes, soit un recul de 9 pour cent par rapport au niveau de l'année dernière, qui s'explique par des précipitations irrégulières, un usage limité des engrais et des semences améliorés et par une invasion de chenilles légionnaires. Dans les zones occidentales de l'Ouganda, une période prolongée de sécheresse a été préjudiciable à la production agricole de la principale campagne et a nui au bétail. Au Kenya, les premières estimations officielles signalent une production de maïs réduite pour la campagne principale. La récolte est d'environ 1,95 millions de tonnes, par rapport aux 2,44 millions de tonnes de l'année dernière et à une moyenne de 2,5 millions de tonnes au cours des cinq dernières années. Cette contre-performance s'explique par l'irrégularité des précipitations, un mauvais approvisionnement en intrants agricoles et des invasions de chenilles légionnaires. On signale d'importantes réductions de la production dans les provinces de l'Est, du centre et de la vallée du Rift. En Erythrée, des précipitations inférieures à la moyenne pendant le mois de juin rendent incertaines les premières conjectures concernant les cultures céréalières de 1999. Dans les zones centrales et septentrionales du Soudan, les premières estimations concernant les cultures céréalières de la principale campagne sont maintenant plus optimistes en raison des pluies qui ont arrosé ces régions pendant le mois de juillet. Dans le sud du pays, les conditions de végétation sont favorables, mais les activités agricoles restent paralysées par les troubles intérieurs.

Les besoins totaux d'importation céréalière sont estimés à 3,1 millions de tonnes pour la campagne de commercialisation 1998/99. Les importations commerciales devraient atteindre 2,3 millions de tonnes et les besoins d'aide alimentaire s'élever à 0,8 million de tonnes.

En **Afrique australe**, la moisson des cultures céréalières de la principale campagne de 1999 est terminée. Malgré d'abondantes précipitations au début de la campagne, les périodes de sécheresse et les températures élevées qui ont sévi à partir du mois de février ont entraîné une baisse des rendements dans certains pays. La production céréalière totale devrait, tout comme celle de l'année dernière, être inférieure à la moyenne. Il faut toutefois tenir compte d'importantes différences selon les pays. Le Malawi, le Mozambique, la Zambie ont eu de bonnes récoltes, alors que la production de Madagascar et du Swaziland devrait avoisiner un niveau moyen. En Afrique du Sud, la production céréalière devrait être inférieure à celle, déjà réduite, de l'année dernière, en raison des inondations et des périodes de sécheresse qui ont frappé le pays. Au Botswana, au Lesotho, en Namibie et au Zimbabwe, la production de céréales est plus importante qu'en 1998 mais demeure toutefois inférieure à la moyenne. En Angola, malgré le temps favorable qui a régné durant la campagne, la quantité de céréales récoltées est plus faible que l'année dernière, en raison de la recrudescence de la guerre civile.

L'ensemble des besoins d'importation céréalière de la sous-région pour 1999/2000 est estimé à 5,5 millions de tonnes. Les importations commerciales devraient atteindre 5,1 millions de tonnes et les besoins d'aide alimentaire s'élever à 0,4 million de tonnes.

En **Afrique de l'Ouest**, la saison des pluies dans les pays côtiers se déroule dans l'ensemble normalement jusqu'à ce jour. En Sierra Leone, les activités agricoles ont été paralysées par l'insécurité qui règne dans le pays, et, malgré des conditions climatiques favorables, on s'attend à une production réduite. Pour les huit pays riverains du Golfe de Guinée (Bénin, Côte d'Ivoire, Ghana, Guinée, Libéria, Nigeria, Sierra Leone et Togo) la production céréalière totale de 1998 est estimée à quelque 26,9 millions de tonnes, contre 26,2 millions de tonnes en 1997. Des récoltes moyennes ou supérieures à la normale ont été rentrées dans tous les pays côtiers, à l'exception de la Sierra Leone et du Togo.

Dans le Sahel, la période de végétation est désormais bien avancée et les perspectives sont dans l'ensemble favorables. Après la communication des dernières estimations concernant la production de 1998 dans la plupart des pays membres du CILSS, l'ensemble de la production céréalière a été révisée désormais à 10,5 millions de tonnes, soit un niveau supérieur de 35 pour cent à celui de 1997 et de 21 pour cent à la moyenne des cinq dernières années. Des récoltes record ont été rentrées au Burkina Faso, au Tchad, au Mali et au Niger. La production a été supérieure à la moyenne en Gambie et en Mauritanie, moyenne au Sénégal et inférieure à la moyenne au Cap Vert et en Guinée Bissau. Les bonnes récoltes de 1998 ont permis la constitution de bonnes réserves de semences.

Dans les pays riverains du Golfe de Guinée, la situation des approvisionnements alimentaires devrait rester satisfaisante tout au long de la campagne de commercialisation 1998/1999 sauf pour le Libéria et la Sierra Leone où la production a été compromise par les troubles intérieurs. Dans le Sahel, la situation devrait rester stable jusqu'à la prochaine récolte qui doit commencer en octobre. Plusieurs régions risquent cependant de souffrir de pénuries alimentaires et auront probablement besoin d'une assistance, notamment en Mauritanie et au Tchad. Les déficits localisés peuvent être couverts par des transferts provenant de régions excédentaires ou par des opérations triangulaires. En Guinée Bissau, la situation en matière de sécurité s'est améliorée et on assiste à une reprise des activités économiques.

Les besoins totaux d'importation céréalière de la sous-région d'Afrique de l'Ouest sont estimés à 5,3 millions de tonnes pour la campagne de commercialisation 1998/99. Les importations commerciales prévues devraient s'établir à 4,9 millions de tonnes et les besoins d'aide alimentaire (blé et riz pour l'essentiel) à 0,4 million de tonnes,

En **Afrique centrale**, si l'on excepte la République du Congo et la République démocratique du Congo qui sont touchées par des conflits intérieurs, la plupart des pays ont engrangé en 1998 des récoltes moyennes ou supérieures à la moyenne. Les cultures se développent dans des conditions généralement favorables au Cameroun et en République Centre africaine. En République démocratique du Congo, le maïs se développe de manière satisfaisante dans le centre et le sud, régions qui n'ont pas encore été touchées par le conflit en cours. Dans la République du Congo, l'intensification des troubles intérieurs a perturbé les activités agricoles et commerciales, ce qui laisse présager une récolte réduite en 1999; en République démocratique du Congo, les perspectives restent incertaines, la situation étant tributaire de l'évolution du niveau de sécurité depuis la signature de l'accord de cessez-le-feu.

Au cours de la campagne actuelle, la situation des approvisionnements alimentaires reste difficile en République démocratique du Congo, en raison de l'insécurité et des problèmes de transport. Malgré l'accord

de cessez-le-feu signé le 10 juillet à Lusaka par l'ensemble des pays belligérants, la situation alimentaire va probablement rester critique pendant quelques temps, notamment dans les provinces de Kivu et à Kinshasa. Dans la République du Congo, les déplacements de populations continuent en dehors ou à l'intérieur de Brazzaville. Les prix des denrées alimentaires sont très élevés et le système de commercialisation des vivres a été profondément détérioré.

Pour la campagne de commercialisation de 1999, les besoins d'importations céréalières des sept pays de la sous-région sont estimés à environ 800 000 tonnes, qui devront être acheminées presque entièrement par des voies commerciales.

Le tableau ci-dessous présente, par sous-région, les besoins d'importations céréalières et d'aide alimentaire en Afrique sub-saharienne. Les annonces de contribution et les livraisons d'aide alimentaire figurent aux tableaux 1 et 2.

**Afrique sub-saharienne: Besoins d'aide alimentaire et d'importations céréalières par sous-région
(en milliers de tonnes)**

Sous-région	Production 1998	1998/99 ou 1999		
		Besoins d'importations céréalières	Importations commerciales prévues	Besoins d'aide alimentaire
Afrique orientale	22 561	3 116	2 294	822
Afrique australe	18 317	5 554	5 107	447
Afrique occidentale	37 361	5 333	4 905	428
Afrique centrale	3 127	796	765	31
TOTAL	81 366	14 799	13 071	1 728

Tableau 1: Importations céréalières et besoins d'aide alimentaire en Afrique subsaharienne pour les pays dont la campagne commerciale 1999/2000 a déjà commencé (en milliers de tonnes)

Sous-région/ Pays	Campagne commer- ciale	Production céréa- lière en 1999 1/		Situation en 1999/2000							
		Total	En % de la moy- enne des 5 années pré- cédentes	Besoins d'impor- tations céréalières 2/	Impor- tations com- mer- ciales prévues	Besoins d'aide alimentaire		Situation des importations céréalières			
						Total	dont: excep- tionnels	Importa- tions com- merciales déjà réa- lisées ou négociées	Aide alimentaire		Besoins d'aide ali- mentaire non couverts
								Engage- ments	dont: quanti- tés livrées		
Afrique de l'Est		4 029	97	1 000	780	220	-	51	2	2	218
Somalie	août/juil.	241	81	330	185	145	-	-	-	-	145
Tanzanie	juin/mai	3 788	98	670	595	75	-	51	2	2	73
Afrique australe		18 389	89	5 482	5 136	346	-	210	148	31	213
Afrique du Sud	mai/avril	8 109	70	2 948	2 948	-	-	147	-	-	-
Angola	avril/mars	533	129	505	325	180	-	-	9	9	171
Botswana	avril/mars	24	63	245	245	-	-	-	-	-	-
Lesotho	avril/mars	177	95	198	188	10	-	-	-	-	10
Madagascar	avril/mars	1 907	105	150	135	15	-	-	7	6	8
Malawi	avril/mars	2 496	150	52	52	-	-	-	14	14	-
Mozambique	avril/mars	1 625	129	320	180	140	-	63	116	-	24
Namibie	mai/avril	72	73	142	142	-	-	-	-	-	-
Swaziland	mai/avril	111	108	58	58	-	-	-	-	-	-
Zambie	mai/avril	1 160	107	314	313	1	-	-	2	2	-
Zimbabwe	avril/mars	2 175	95	550	550	-	-	-	-	-	-
TOTAL		22 418	91	6 482	5 916	566	-	261	150	33	431

1/ Y compris le riz en équivalent riz usiné.

2/ Non comprises les réexportations.

Tableau 2: Importations céréalières et besoins d'aide alimentaire en Afrique subsaharienne en 1998/99 ou 1999 (en milliers de tonnes)

Sous-région pays	Campagne commer- ciale	Production céréa- lière en 1998 1/		Importations de 1997/98 ou 1998			Situation en 1998/99 ou 1999							
		Total	En % de la moyen- ne des 5 années précédentes	Total	En % de la moyen- ne des 5 années précédentes	Aide alimentaire	Besoins d'importa- tions céréalières 2/	Importa- tions commer- ciales prévues	Besoins d'aide alimentaire		Importa- tions com- merciales déjà réali- sées ou négociées	Aide alimentaire		
									Total	dont: excep- tionnels		Engage- ments 3/	dont: quantités livrées	Besoins d'aide ali- mentaire non couverts
Pays où la campagne commerciale 1998/99 ou 1999 n'est pas encore achevée														
Afrique de l'Est		18 229	108	4 001	141	1 020	2 135	1 475	660	0	370	682	577	253
Burundi	janv./déc.	271	103	42	70	1	70	20	50	-	-	1	1	49
Comores	janv./déc.	6	100	46	108	4	46	36	10	-	5	1	-	9
Djibouti	janv./déc.	-	-	73	76	11	66	56	10	-	3	2	2	8
Erythrée	janv./déc.	459	356	327	161	103	109	65	44	-	-	16	-	28
Ethiopie 4/	janv./déc.	7 198	100	608	107	546	200	15	185	-	16	359	292	-
Kenya	oct./sept.	3 041	100	1 951	193	74	790	721	69	-	258	76	67	-
Ouganda	janv./déc.	1 740	93	150	295	75	126	74	52	-	-	12	6	40
Rwanda	janv./déc.	221	126	200	79	142	215	-	215	-	-	97	91	118
Seychelles	janv./déc.	-	-	33	252	-	13	13	-	-	33	-	-	-
Soudan	nov./oct.	5 293	126	573	106	64	500	475	25	-	57	120	120	-
Afrique australe		2	100	265	125	-	248	248	-	-	15	-	-	-
Maurice	janv./déc.	2	100	265	125	-	248	248	-	-	15	-	-	-
Afrique de l'Ouest		37 361	112	6 514	132	434	5 333	4 905	428	-	1 190	411	244	173
Pays côtiers		26 881	109	4 092	128	288	3 395	3 175	220	-	988	182	116	116
Bénin	janv./déc.	790	113	124	109	12	125	120	5	-	21	8	8	-
Côte d'Ivoire	janv./déc.	1 249	113	626	128	23	640	640	-	-	52	1	-	-
Ghana	janv./déc.	1 722	105	471	135	52	475	450	25	-	83	61	2	-
Guinée	janv./déc.	687	109	410	124	7	385	385	-	-	3	18	18	-
Liberia	janv./déc.	141	271	200	92	104	155	105	50	-	3	69	63	-
Nigeria	janv./déc.	21 458	109	1 845	133	-	1 250	1 250	-	-	780	-	-	-
Sierra Leone	janv./déc.	263	87	294	145	88	290	150	140	-	-	24	24	116
Togo	janv./déc.	571	101	123	100	3	75	75	-	-	45	-	-	-
Pays sahéliens		10 480	120	2 423	139	146	1 938	1 730	208	-	202	228	129	57
Burkina Faso	nov./oct.	2 627	113	216	153	21	160	130	30	-	11	51	23	-
Cap-Vert	nov./oct.	5	83	81	97	46	95	40	55	-	1	91	44	-
Gambie	nov./oct.	112	117	122	136	6	124	115	9	-	18	4	4	6
Guinée Bissau	nov./oct.	102	69	104	173	1	87	55	32	-	14	20	10	12
Mali	nov./oct.	2 304	111	94	93	10	80	70	10	-	11	6	5	4
Mauritanie	nov./oct.	161	114	318	118	15	295	260	35	-	23	17	8	18
Niger	nov./oct.	2 947	144	504	230	26	220	210	10	-	3	30	26	-
Sénégal	nov./oct.	953	103	898	127	2	805	790	15	-	120	7	7	8
Tchad	nov./oct.	1 269	142	86	128	22	72	60	12	-	1	3	3	9
Afrique centrale		3 127	116	772	36	12	796	765	31	-	68	10	8	22
Cameroun	janv./déc.	1 232	113	260	93	3	280	278	2	-	31	3	3	-
Congo, Rép. du	janv./déc.	4	80	121	117	2	130	115	15	-	8	2	-	13
Congo, Rép. dém. Du	janv./déc.	1 726	117	250	111	2	250	240	10	-	16	5	5	5
Gabon	janv./déc.	25	100	82	129	-	82	82	-	-	10	-	-	-
Guinée équatoriale	janv./déc.	-	-	9	78	1	9	8	1	-	-	-	-	1
Rép. centrafric.	janv./déc.	140	127	39	114	2	34	33	1	-	-	-	-	1
Sao Tomé	janv./déc.	-	-	11	103	3	11	9	2	-	2	-	-	2
Total partiel		58 719	111	11 553	132	1 466	8 512	7 393	1 119	-	1 642	1 103	829	448
Pays où la campagne commerciale 1999/2000 a déjà commencé														
Afrique de l'Est		4 332	108	942	701	53	981	819	162	-	258	120	118	87
Somalie	août/juil.	230	81	280	140	17	385	250	135	-	102	48	47	87
Tanzanie	juin/mai	4 102	110	662	562	36	596	569	27	-	156	72	71	-
Afrique australe		18 315	85	4 094	77	373	5 306	4 859	447	-	3 625	553	478	268
Afrique du Sud	mai/avril	9 657	79	1 882	81	-	2 169	2 169	-	-	1 417	-	-	-
Angola	avril/mars	599	168	508	142	157	471	350	121	-	313	143	140	-
Botswana	avril/mars	9	21	233	114	-	256	256	-	-	256	-	-	-
Lesotho	avril/mars	152	82	135	63	8	188	188	-	-	156	6	6	-
Madagascar	avril/mars	1 669	90	214	168	38	205	175	30	-	77	25	19	5
Malawi	avril/mars	1 872	110	117	35	4	102	102	-	-	165	37	34	-
Mozambique	avril/mars	1 622	150	317	61	165	212	212	-	-	106	223	165	-
Namibie	mai/avril	59	58	93	80	-	155	155	-	-	97	-	-	-
Swaziland	mai/avril	110	115	62	75	-	63	63	-	-	75	-	-	-
Zambie	mai/avril	707	55	371	111	2	660	364	296	-	357	33	33	263
Zimbabwe	avril/mars	1 859	73	164	23	-	825	825	-	-	605	86	81	-
Total partiel		22 647	89	5 036	89	426	6 287	5 678	609	-	3 883	673	596	355
TOTAL		81 366	104	16 589	115	1 892	14 799	13 071	1 728	-	5 524	1 775	1 425	803

Note: Totaux calculés à partir de chiffres non arrondis.

1/ Y compris le riz en équivalent riz usiné.

2/ Non comprises les reexportations.

3/ La FAO a inclus toutes les contributions communiquées au SMAR, qu'elles soient destinées à des distributions gratuites ou à la vente. Toutefois, il peut arriver que les gouvernements enregistrent une partie de l'aide alimentaire destinée à la vente sous la rubrique des besoins d'importations commerciales.

4/ Y compris les besoins des réfugiés.

Tableau 3: Utilisation des excédents céréaliers en Afrique subsaharienne en 1998/99 ou 1999 (en milliers de tonnes)

Sous-région pays	Besoins d'importations céréalières		Quantités disponibles pour l'exportation et/ou les achats locaux	dont: besoins excep- tionnels d'achats locaux	Quantités déjà achetées ou négociées			Excédents encore disponibles
	Blé et riz	Céréales secondaires			Achats locaux financés par des donateurs	Exportations		
						Commer- ciales	Opérations triangu- laires 1/	
Afrique de l'Est	1 762	1 354	1 783	388	254	-	29	1 500
Burundi	30	40	-	-	-	-	-	-
Comores	46	-	-	-	-	-	-	-
Djibouti	63	3	-	-	-	-	-	-
Erythrée	105	4	-	-	-	-	-	-
Ethiopie 2/	200	-	396	216	216	-	-	181
Kenya	420	370	29	6	6	-	23	-
Ouganda	76	50	136	6	6	-	6	124
Rwanda	30	185	-	-	-	-	-	-
Seychelles	7	6	-	-	-	-	-	-
Somalia	275	110	1	1	1	-	-	-
Soudan	475	25	869	150	17	-	-	852
Tanzanie	35	561	352	9	9	-	-	343
Afrique australe	2 841	2 713	838	17	17	83	139	599
Afrique du Sud	1 447	722	710	-	-	34	136	540
Angola	271	200	-	-	-	-	-	-
Botswana	66	190	-	-	-	-	-	-
Lesotho	43	145	-	-	-	-	-	-
Madagascar	200	5	4	4	4	-	-	-
Malawi	52	50	9	8	8	-	1	-
Mauritius	228	20	-	-	-	-	-	-
Mozambique	212	-	60	1	1	-	-	59
Namibie	35	120	1	1	1	-	-	-
Swaziland	48	15	-	-	-	-	-	-
Zambie	64	596	3	3	3	-	-	-
Zimbabwe	175	650	51	-	-	49	2	-
Afrique de l'Ouest	4 855	478	770	100	38	-	-	727
Pays côtiers	3 210	185	515	-	-	-	-	515
Bénin	125	-	25	-	-	-	-	25
Côte d'Ivoire	620	20	10	-	-	-	-	10
Ghana	440	35	20	-	-	-	-	20
Guinée	375	10	-	-	-	-	-	-
Liberia	135	20	-	-	-	-	-	-
Nigeria	1 200	50	450	-	-	-	-	450
Sierra Leone	240	50	-	-	-	-	-	-
Togo	75	-	10	-	-	-	-	10
Pays sahéliens	1 645	293	255	100	43	-	-	212
Burkina Faso	145	15	35	20	18	-	-	17
Cap-Vert	45	50	-	-	-	-	-	-
Gambie	121	3	5	5	-	-	-	5
Guinée Bissau	77	10	-	-	-	-	-	-
Mali	80	-	80	20	4	-	-	76
Mauritanie	265	30	5	5	-	-	-	5
Niger	100	120	80	20	14	-	-	66
Sénégal	740	65	10	10	3	-	-	7
Tchad	72	-	40	20	4	-	-	36
Afrique centrale	711	85	15	5	-	-	-	15
Cameroun	270	10	10	-	-	-	-	10
Congo, Rép. du	120	10	-	-	-	-	-	-
Congo, Rép. Dém. du	190	60	5	5	-	-	-	5
Gabon	80	2	-	-	-	-	-	-
Guinée équatoriale	9	-	-	-	-	-	-	-
Rép. centrafric.	33	1	-	-	-	-	-	-
Sao Tomé	9	2	-	-	-	-	-	-
TOTAL	10 169	4 630	3 406	510	313	83	168	2 841

Note: Totaux calculés à partir de chiffres non arrondis.

1/ Se réfèrent aux pays d'approvisionnement.

2/ Y compris les besoins des réfugiés.

**Tableau 4 - Opérations triangulaires au bénéfice de l'Afrique subsaharienne en 1998/99 ou 1999
(en milliers de tonnes) 1/**

Donateur	Source d'approvisionnement	Pays bénéficiaires	Total par donateur
Belgique	Afrique du Sud	Rwanda (2.6)	2.6
CE	Afrique du Sud	Madagascar (0.3), Malawi (3.0)	3.3
Norvège	Ouganda	Somalie (0.4)	0.4
PAM	Kenya Afrique du Sud Ouganda Zambie Zimbabwe	Rwanda (0.7), Somalie (9.9), Soudan (12.5) Angola (5.1), Ghana (0.3), Lesotho (4.3), Liberia (0.7) Madagascar (0.7), Malawi (0.7), Mozambique (4.7), Namibie (0.2), Rwanda (5.8), Somalie (2.3), Soudan (0.6), Tanzanie (11.7), Zambie (10.9) Rwanda (6.0) Malawi (1.2) Malawi (1.2), Mozambique (0.7)	80.2
TOTAL			86.5

1/ Sur la base des informations fournies au SMIAR par les donateurs à la mi-juillet 1999.

Tableau 5 - Achats locaux en Afrique subsaharienne en 1998/99 ou 1999 (en tonnes)1/

Donateur	Pays bénéficiaires	Total par donateur
Allemagne	Congo, Rép. Dém.du (0.2), Ethiopie (15.4), Kenya (5.2), Malawi (4.5), Mali (3.0), Niger (5.0)	33.3
Belgique	Burkina Faso (4.2), Kenya (0.5)	4.7
Canada	Niger (3.0)	3.0
CE	Ethiopie (174.2), Madagascar (1.7), Mali (0.5), Soudan (7.4), Tanzanie (0.4)	184.2
France	Burkina Faso (9.0), Niger (5.5), Tchad (3.7)	18.2
ONG	Ethiopie (4.8)	4.8
Pays-Bas	Ethiopie (15.1)	15.1
Suède	Ethiopie (6.0)	6.0
PAM	Burkina Faso (4.6), Congo, Rép. Dém.du (0.2), Ghana (0.2), Kenya (0.6), Madagascar (1.9), Malawi (3.4), Mozambique (1.3), Namibie (0.9), Ouganda (5.5), Rép.centrafic. (0.2), Sénégal (3.2), Somalie (0.5), Soudan (9.5),Tanzanie (8.3), Tchad (0.5), Zambie (3.3)	44.1
TOTAL		313.4

1/ Sur la base des informations fournies au SMIAR par les donateurs à la mi-juillet 1999.

Tableau 6: Excédents céréaliers exportables et besoins d'achats locaux en Afrique subsaharienne

Situation actuelle (en milliers de tonnes)

Sous-région / Pays	Excédents exportables		Besoins d'achats locaux	
	Total	déjà négociés	Total	déjà négociés
<i>Pays où la campagne 1998/99 n'est pas encore achevée</i>				
Afrique de l'Est	1 052	29	378	245
Ethiopie	180	-	216	216
Kenya	23	23	6	6
Ouganda	130	6	6	6
Soudan	719	-	150	17
Afrique de l'Ouest	670	-	100	42
<i>Pays côtiers</i>	<i>515</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>
Bénin	25	-	-	-
Côte d'Ivoire	10	-	-	-
Ghana	20	-	-	-
Nigeria	450	-	-	-
Togo	10	-	-	-
<i>Pays sahéliens</i>	<i>155</i>	<i>-</i>	<i>100</i>	<i>42</i>
Burkina Faso	15	-	20	18
Gambie	-	-	5	-
Mali	60	-	20	4
Mauritanie	-	-	5	-
Niger	60	-	20	14
Sénégal	-	-	10	3
Tchad	20	-	20	4
Afrique centrale	10	-	5	-
Cameroun	10	-	-	-
Congo, Rép.Dém.du	-	-	5	-
Total partiel	1 732	29	483	287
<i>Pays où la campagne commerciale 1999/2000 a déjà commencé</i>				
Afrique de l'Est	150	-	-	-
Tanzanie	150	-	-	-
Afrique australe	792	10	2	2
Afrique du Sud	260	10	-	-
Madagascar	10	-	1	1
Malawi	400	-	1	1
Mozambique	120	-	-	-
Swaziland	2	-	-	-
Total partiel	942	10	2	2
TOTAL	2 674	39 1/	485	289

Note: Totaux calculés à partir de chiffres non arrondis.

1/ Seulement opérations triangulaires.

**Tableau 7: Contributions d'aide alimentaire en céréales et opérations triangulaires et achats locaux au
bénéfice de l'Afrique subsaharienne pour 1998/99 ou 1999 - Situation à la mi-juillet 1999 (en milliers de tonnes).**

Donateur	Blé	Riz	Céréales secondaires	Total céréales	dont: opérations triangulaires	Achats locaux
Australie	17.7	-	-	17.7	-	-
Canada	66.6	-	-	66.6	-	3.0
CE	187.8	38.4	90.9	317.1	5.9	261.5
dont:						
Communauté	142.6	1.1	42.8	186.5	3.3	184.2
Pays membres	45.2	37.3	48.1	130.6	2.6	77.3
Allemagne	2.9	0.1	26.9	29.9	-	33.3
Autriche	3.0	-	-	3.0	-	-
Belgique	12.5	2.9	6.2	21.6	2.6	4.7
Espagne	-	1.0	-	1.0	-	-
France	19.0	1.0	15.0	35.0	-	18.2
Italie	7.8	32.3	-	40.1	-	-
Pays-Bas	-	-	-	-	-	15.1
Suède	-	-	-	-	-	6.0
Etats-Unis	573.5	32.0	121.1	726.6	-	-
Japon	-	66.6	-	66.6	-	-
Norvège	-	-	0.4	0.4	0.4	-
ONG	5.7	-	2.4	8.1	-	4.8
Suisse	-	6.1	-	6.1	-	-
PAM	236.1	13.1	317.1	566.3	80.2	44.1
TOTAL	1 087.4	156.2	531.9	1 775.5	86.5	313.4

Note: Totaux calculés à partir de chiffres non arrondis.

Tableau 8: Contributions d'aide alimentaire pour l'Afrique subsaharienne en 1998/99 ou 1999 par donateur et bénéficiaire (000 tonnes)

Donateur/bénéficiaire	Total	livrées	Australie	Canada	CE	Japon	Suisse	Etats-Unis	PAM	ONG
Afrique de l'Est	802.4	695.0	-	10.0	160.9	13.0	-	265.3	347.0	6.2
Burundi	0.7	0.7	-	-	0.7	-	-	-	-	-
Comores	1.0	-	-	-	1.0	-	-	-	-	-
Djibouti	2.0	2.0	-	-	-	-	-	-	2.0	-
Erythrée	15.6	-	-	-	5.6	-	-	10.0	-	-
Ethiopie 1/	359.0	291.7	-	10.0	122.1	-	-	119.9	101.3	5.7
Kenya	75.8	66.6	-	-	8.9	-	-	28.7	38.2	-
Ouganda	11.9	5.5	-	-	-	-	-	11.9	-	-
Rwanda	96.8	90.8	-	-	12.7	-	-	1.9	82.2	-
Seychelles	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Somalie	47.8	47.4	-	-	0.8	-	-	17.0	30.0	-
Soudan	119.6	119.6	-	-	3.2	-	-	51.3	64.6	0.5
Tanzanie	72.2	70.7	-	-	5.9	13.0	-	24.6	28.7	-
Afrique australe	552.7	478.1	17.7	50.4	50.9	16.4	-	327.2	89.0	1.1
Afrique du Sud	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Angola	142.5	139.5	-	-	15.3	-	-	75.8	50.8	0.6
Botswana	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Lesotho	6.0	6.0	-	-	-	-	-	-	6.0	-
Madagascar	24.8	19.0	-	-	2.7	6.4	-	13.1	2.6	-
Malawi	37.1	34.1	-	14.2	19.8	-	-	-	3.1	-
Maurice	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Mozambique	222.7	164.9	17.7	21.6	2.0	10.0	-	166.0	5.4	-
Namibie	0.2	0.2	-	-	-	-	-	-	0.2	-
Swaziland	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Zambie	33.3	33.3	-	5.8	6.1	-	-	-	20.9	0.5
Zimbabwe	86.1	81.1	-	8.8	5.0	-	-	72.3	-	-
Afrique de l'Ouest	410.7	244.4	-	6.2	99.0	37.2	6.1	134.1	127.3	0.8
Pays côtiers	182.4	115.7	-	-	4.4	5.1	-	83.9	88.2	0.8
Bénin	8.0	8.0	-	-	-	5.1	-	2.9	-	-
Côte d'Ivoire	1.4	-	-	-	1.4	-	-	-	-	-
Ghana	61.4	1.9	-	-	-	-	-	61.1	0.3	-
Guinée	18.1	18.1	-	-	-	-	-	-	17.3	0.8
Liberia	68.8	63.3	-	-	-	-	-	9.9	58.9	-
Nigeria	0.3	-	-	-	0.3	-	-	-	-	-
Sierra Leone	24.4	24.4	-	-	2.7	-	-	10.0	11.7	-
Togo	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Pays sahéliens	228.3	128.7	-	6.2	94.6	32.1	6.1	50.2	39.1	-
Burkina Faso	50.8	22.5	-	-	24.2	7.5	-	15.1	4.0	-
Cap- Vert	91.1	44.4	-	-	55.2	6.6	6.1	21.1	2.1	-
Gambie	3.0	3.0	-	-	1.0	-	-	2.0	-	-
Guinée- Bissau	19.7	10.1	-	-	-	-	-	-	19.7	-
Mali	5.7	4.7	-	-	-	-	-	3.1	2.6	-
Mauritanie	16.9	7.6	-	-	9.5	4.5	-	1.4	1.5	-
Niger	30.4	25.7	-	6.2	4.2	8.0	-	4.0	8.0	-
Sénégal	6.6	6.6	-	-	0.5	5.5	-	-	0.6	-
Tchad	4.1	4.1	-	-	-	-	-	3.5	0.6	-
Afrique centrale	9.7	7.7	-	-	6.7	-	-	-	3.0	-
Cameroun	2.6	2.6	-	-	-	-	-	-	2.6	-
Congo, Rép. Dém. du	4.7	4.7	-	-	4.7	-	-	-	-	-
Congo, Rép. du	2.0	-	-	-	2.0	-	-	-	-	-
Gabon	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Guinée équatoriale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Rép. centrafric.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sao Tomé	0.4	0.4	-	-	-	-	-	-	0.4	-
TOTAL	1 775.5	1 425.2	17.7	66.6	317.5	66.6	6.1	726.6	566.3	8.1

1/ Y compris les besoins des réfugiés.

Vous trouverez ci-dessous la traduction des termes utilisés dans les bilans alimentaires présentés pour chaque pays d'Afrique sub-saharienne dans la version anglaise du présent rapport.

BILAN CEREALIER POUR L'ANNEE COMMERCIALE 19../.. (en milliers de tonnes)

	Blé	Riz	Céréales secondaires	Total
Production normale				
Importations normales				
dont: aide alimentaire structurelle				
<u>Disponibilités pour 19.. ou 19../..</u>				
Production 19..				
Baisse des stocks				
<u>Utilisation 19.. ou 19../..</u>				
Alimentation humaine				
dont: besoins d'achats locaux				
Consommation non alimentaire				
(Re)exportations				
Reconstitution des stocks				
Besoins pour les réfugiés				
<u>Besoins d'importations en 19.. ou 19../..</u>				
Importations commerciales prévues				
Besoins d'aide alimentaire				
dont: urgence				
<u>Situation des aides</u>				
Engagements d'aide alimentaire				
dont: livraisons effectuées				
Achats financés par des donateurs				
- pour utilisation dans le pays				
- pour l'exportation				
<u>Consommation par habitant (kg/an)</u>				
<u>Indicateurs</u>				
Production 19.. en % de la normale				
Besoins d'importations 19.. en % de la normale				
Besoins d'aide alimentaire 19.. en % de la normale				

TERMINOLOGIE

Production "normale": On entend par production "normale" de céréales le niveau attendu pour l'année en cours à supposer qu'il n'y ait ni conditions climatiques anormales, ni réductions des superficies plantées ou des livraisons d'intrants imputables à des troubles civils ou à d'autres causes dont l'homme serait responsable. Une modification importante de la production courante par rapport à la production "normale" est un des principaux indices révélateurs d'un besoin d'aide alimentaire exceptionnelle.

Deux méthodes sont utilisées dans ce rapport pour estimer le niveau de production "normale" de l'année en cours. L'une est basée sur le calcul des tendances linéaires de production pour chaque céréale sur les dix dernières années. Dans les pays où il n'est pas possible d'établir des tendances représentatives du point de vue statistique, le niveau de production "normal" est établi sur la base de la moyenne de plusieurs années récentes au cours desquelles les conditions de végétation ont été normales.

Importations "normales": On entend importations "normales" de céréales les quantités (importations commerciales et aide alimentaire) nécessaires pour satisfaire les besoins intérieurs au cours d'une année de production "normale".

Pour les pays qui sont autosuffisants en céréales produites localement en année normale, l'estimation des importations "normales" pour les céréales qui ne sont pas produites localement (essentiellement blé et riz) a été faite sur la base des tendances correspondant aux données disponibles sur les importations de ces céréales. En général, ces importations ont augmenté au même rythme que la population urbaine. Pour les autres pays, on a utilisé la moyenne des importations des années récentes de production "normale", rapportée par l'application d'un facteur de tendance. Si la somme des importations commerciales prévues et de l'aide alimentaire structurelle attendue pour l'année en cours est inférieure aux estimations d'importations "normales" en raison de difficultés de balance des paiements, on considère que le pays a besoin d'une aide alimentaire exceptionnelle.

"Utilisation": Tous les éléments de l'utilisation du blé et des céréales secondaires sont exprimés en équivalents céréales. Pour le riz, tous les éléments sont exprimés en riz usiné. Les emplois non alimentaires comprennent les pertes après récolte, les semences, les aliments du bétail, les utilisations industrielles pour toutes les céréales.

"Perspectives défavorables de récolte": Insuffisance probable de la production du fait d'une réduction de la superficie ensemencée ou de mauvaises conditions météorologiques, d'attaques de ravageurs, de maladies des végétaux ou d'autres calamités, de sorte que l'état des cultures devra être suivi de près pendant le reste de la saison végétative.

"Pénuries alimentaires exigeant une aide extérieure exceptionnelle": Pénuries alimentaires exceptionnelles, globales ou localisées, dues aux facteurs suivants: mauvaises récoltes, catastrophes naturelles, interruption des importations, désorganisation de la distribution, pertes excessives après récolte, autres problèmes d'approvisionnement et/ou accroissement de la demande alimentaire résultant de migrations intérieures ou d'un afflux de réfugiés. En cas de pénurie exceptionnelle et globale, une aide alimentaire exceptionnelle et/ou d'urgence peut être nécessaire pour couvrir tout ou partie du déficit.

"Assistance nécessaire pour l'écoulement d'excédents locaux et/ou exportables": Aide extérieure nécessaire pour faire parvenir des excédents locaux exceptionnels aux régions déficitaires à l'intérieur d'un même pays ou à des pays voisins.

Les désignations utilisées et la présentation des données qui figurent dans le présent document n'impliquent, de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, aucune prise de position quant au statut juridique ou constitutionnel de l'un quelconque des pays, territoires ou zones maritimes y figurant ni quant au tracé des frontières.